Le déficit démocratique (première partie)

Partage international n° 242 – Octobre 2008

Interview de Noam Chomsky

par Jason Francis

Linguiste et politologue de réputation internationale et professeur émérite au Massachussetts Institute of Techonology (MIT), Noam Chomsky a reçu de nombreuses distinctions, notamment en matière de psychologie et de science cognitive. Nombre de ses livres sur la politique internationale ont été des best-sellers, *dont le dernier,* Les Etats manqués : abus de puissance et déficit démocratique *(2007, Fayard), qui constitue le point de départ de cet entretien.*

Partage international : *Comment décririez-vous la relation entre les multinationales et les Etats ?*
Noam Chomsky : En gros, on pourrait presque dire que les gouvernements sont des agences des multinationales. Regardez simplement qui peuplent les directions de ces entreprises ou le poids de leurs décisions dans l'élaboration des politiques économiques des gouvernements. D'un autre côté, il existe des cas très intéressants de conflits d'intérêts entre les uns et les autres, même quand l'Etat est largement sous le contrôle des grandes compagnies.
Nous nous trouvons aujourd'hui en plein dans un conflit de ce type. L'administration Bush est presque un rejeton des multinationales de l'énergie. Elle entretient avec ce secteur des relations très étroites. Mais ses décisions politiques peuvent aller à l'encontre de ces multinationales. L'Iran en donne depuis longtemps une illustration spectaculaire.
Cela remonte au rejet du régime parlementaire de l'Iran en 1953. A cette époque, l'administration Eisenhower était également sous la coupe du secteur de l'énergie. Elle voulait que celui-ci prenne 40 % de concessions pétrolières britanniques du pays. Les britanniques bénéficiaient alors d'une concession exclusive en Iran. Mais les multinationales américaines s'y refusaient. Elles estimaient plus rentable, à court terme, de pomper le pétrole saoudien. Pour des raisons d'intérêts, elles ne voulaient surtout pas entrer en conflit avec les Saoudiens. Mais l'administration américaine, en les menaçant de prendre un certain nombre de mesures, comme, par exemple, de faire jouer la loi anti-trust, a eu raison de leurs réticences. On retrouve ces conflits d'intérêts aujourd'hui.
Je suis sûr qu'Exxon Mobil ou d'autres seraient tout à fait partants pour investir en Iran. Mais l'administration Bush/Cheney ne le leur permettrait pas, même si, comme on l'a vu, elle leur est étroitement liée.
Bien entendu, une même personne décidera différemment selon qu'elle sera présidente d'Exxon ou secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères), car elle ne défendra pas les mêmes intérêts. Le PDG d'une multinationale s'intéresse avant tout aux profits à court terme, et à ses actionnaires. Mais s'il était secrétaire d'Etat, il s'occuperait en priorité des intérêts nationaux et du long terme, et ferait donc de tout autres choix. Le rapport entre les multinationales et les Etats est, par conséquent, très étroit, et le poids des premières se fait lourdement sentir dans les politiques gouvernementales. Mais il y a des cas de conflit très intéressants entre les unes et les autres.
Cuba, par exemple. Une partie importante du monde des affaires, dont les compagnies pétrolières, souhaiteraient la fin de l'embargo que les Etats-Unis imposent à Cuba, ce qui est hors de question pour l'administration américaine. George Bush a beau venir tout droit des milieux pétroliers texans, il ne les laisserait à aucun prix se lancer, conjointement avec les autorités cubaines, dans un projet d'extraction *offshore,* quels que soient les profits qu'ils pourraient en retirer. Ce conflit a sans doute atteint un de ses sommets lors d'une réunion à Mexico il y a environ un an, entre des dirigeants d'entreprises pétrolières et des administrateurs cubains du secteur de l'énergie. L'objectif était que des compagnies pétrolières, principalement texanes, investissent dans l'exploitation *offshore* de l'île, dont les réserves semblent importantes. La Maison Blanche, s'étant aperçue que cette rencontre avait lieu dans un hôtel Sheraton, propriété de l'Etat américain, avait alors ordonné à la direction de mettre tout le monde dehors, y compris les partenaires de golf de Bush. Ce qui fut fait. Au grand dam du Mexique, qui y a vu une atteinte à sa souveraineté – sans pouvoir y faire grand-chose. C'est là un cas frappant, et il y en a d'autres.

PI. *Quel est le coût de cette relation entre Etats et multinationales ?*
NC. Le coût pour les victimes du tiers-monde est au-delà de toute mesure. Prenez le Guatemala, par exemple. L'administration Eisenhower avait renversé le gouvernement démocratique du pays en 1954, principalement au nom de l'intérêt des

multinationales américaines. Le prix payé par ce pays depuis cette date est littéralement incalculable. Aujourd'hui encore, plus de cinquante ans après, il reste le plus violent de la région – une pauvreté immense, des meurtres par centaines de mille. Comment chiffrer ces coûts ? Le Guatemala se rapprochait peu à peu de ce qu'était le Costa Rica au début des années 1950, mais l'intervention de l'administration Eisenhower, en partie influencée par le secteur industriel, l'a conduit au désastre.

Autre exemple, le Chili. Le renversement du président Allende a servi, en grande partie, les intérêts du complexe militaro-industriel. D'ailleurs, on appelle ce putsch « le premier 11 Septembre ». Ce coup d'Etat s'est, en effet, produit en septembre 1973 avec l'aide et la participation des Etats-Unis. Si on le transposait dans notre pays, en le comparant, par exemple, au 11 septembre 2001, c'est comme si Al Qaïda avait bombardé la Maison Blanche et tué le président, renversé la totalité du gouvernement et instauré une dictature violente qui allait tuer entre 50 000 et 100 000 personnes, en torturer 700 000 et mettre en place un centre terroriste international, dont la fonction première serait de renverser les gouvernements gênants sur l'ensemble de l'hémisphère. En comparaison, notre 11 Septembre paraît un peu pâle, mais c'est exactement ce qui est arrivé.

En Indonésie, là encore avec l'aide massive des principales multinationales désirant faire main basse sur les ressources du pays, le coup d'Etat militaire de 1965 (réalisé avec le soutien américain) a fait des centaines de milliers de morts en quelques mois et placé l'archipel dans les mains d'un dictateur qui allait par la suite se livrer aux pires atrocités. On pourrait continuer la liste encore longtemps. Les coûts sont phénoménaux.

PI. *Les relations entre Etats et multinationales produisant des désastres humanitaires et toujours plus d'inégalité économique, sans parler des menaces de réchauffement planétaire, pourquoi les politiciens et les dirigeants de multinationales s'entêtent-ils dans leur conduite suicidaire, alors que leur avenir dépend de la sécurité et de la santé des hommes et du monde, qu'ils hypothèquent ?*

NC. Si vous êtes PDG d'une grande entreprise ou membre d'un gouvernement travaillant sous la pression du secteur économique, tout ce qui vous intéresse, c'est le pouvoir, le profit, les privilèges et la richesse, et cela à court terme, le plus vite possible. D'un autre côté, vous pouvez avoir des petits-enfants et vouloir qu'ils vivent dans un monde vivable. Quand vous rentrez chez vous, c'est peut-être cela que vous avez en tête, mais pas quand vous êtes au bureau, parce que ce n'est pas votre boulot. Votre boulot de PDG, par exemple, c'est de faire en sorte que le résultat net de votre entreprise soit positif le trimestre suivant. On fait très peu de plans sur le long terme, dans le monde des affaires, et il y a des raisons à cela. C'est presque un impératif systémique. Ce monde ne se caractérise pas par un haut degré de compétitivité. C'est, à bien des égards, une oligarchie, avec un peu de compétition.

Prenez le secteur civil le plus actif pour l'exportation, l'aviation civile. On pourrait dire, en gros, que deux compagnies se partagent aujourd'hui le marché mondial : Airbus et Boeing. Elles sont sans cesse en litige sur la question de savoir laquelle obtient le plus d'aides gouvernementales. C'est comique. Toutes deux ne survivent que grâce à des subventions massives. Naturellement, elles sont en compétition, mais imaginez qu'elles soient de véritables entreprises capitalistes, et pas des entreprises de capitalisme d'Etat. Supposez qu'Airbus décide d'investir massivement sur vingt ans dans la mise au point d'un appareil à haute performance énergétique et que, dans le même temps, Boeing décide de consacrer immédiatement les mêmes sommes pour booster ses ventes les douze mois suivants. Airbus serait obligé de faire une croix sur son projet. La logique actuelle des marchés interdit ce type d'investissement à long terme dans la qualité, de même, d'une manière plus générale, qu'elle décourage toute planification sur le long terme.

PI. *Comment la libéralisation de nos structures financières, telle qu'elle s'est opérée depuis le début des années 1970, et que nous appelons capitalisme néolibéral, a-t-elle affecté la démocratie ?*

NC. Ces mécanismes sont connus, même depuis les années 1940. Le système économique qui a vu le jour après la guerre, fondé sur les accords de Bretton Woods, a été élaboré dans les moindres détails par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. L'un des principes à la base de ce système était que les gouvernements auraient un contrôle strict sur les flux de capitaux et les fluctuations des taux de change. Les initiateurs de ces accords voulaient ainsi favoriser la croissance économique. La suite leur a donné raison, car jamais le monde n'a connu une période de croissance aussi longue. Mais ils avaient autre chose en tête : la démocratie. Ils comprenaient très bien que, faute d'une capacité de contrôle des flux de capitaux et des taux de change, les gouvernements ne seraient pas en mesure de mettre en musique leurs programmes sociaux, quel que soit le soutien que leur apportaient leurs populations. Les raisons sont évidentes. Ils les comprenaient et en débattaient.

Si les gouvernements ne sont pas en mesure de contrôler les taux de change, apparaît alors ce que les économistes appellent parfois un « parlement virtuel », constitué d'investisseurs et de bailleurs de

fonds dont les décisions deviennent une sorte de référendum permanent sur les politiques gouvernementales.
En d'autres termes, les autorités publiques doivent alors faire face à un deux corps électoraux : leur population et ce parlement virtuel. Si celui-ci décide qu'une mesure gouvernementale est « irrationnelle », c'est-à-dire peut-être bonne pour le peuple, mais mauvaise pour les intérêts de ses membres, ils peuvent s'y opposer par différents moyens, comme la fuite des capitaux, des attaques contre la devise nationale, etc., face auxquelles les Etats sont impuissants, sauf s'ils disposent des conditions et des pouvoirs qui leur ont précisément été donnés par le système de Bretton Woods.
Quand ces conditions ont été démantelées dans les années 1970, on a eu les effets attendus : un coup sévère au développement économique et à la démocratie.

PI. *En quoi y a-t-il échec de la démocratie électorale aux Etats-Unis ?*
NC. Le « déficit démocratique », comme on le nomme parfois, le dysfonctionnement des institutions de la démocratie, est immense. L'opinion publique américaine est, depuis longtemps, passée en permanence à la loupe, de sorte qu'on la connaît assez bien. Elle semble relativement stable et manifester une certaine cohérence interne sur de longues périodes. De plus, tout le monde sait qu'un très large fossé sépare l'opinion publique de la classe politique sur les questions majeures, nationales et internationales. En fait, sur toute une série d'enjeux essentiels, les deux partis [démocrate et républicain] se situent largement à droite de la population.
La seule façon de garder le pouvoir, dans ces conditions, c'est de vider les élections de tout contenu. Les dirigeants des partis qui s'activent durant les campagnes électorales doivent utiliser les recettes habituelles : faire appel, notamment, à des agences de communication. Ce sont, après tout, ces mêmes agences qui essaient de nous vendre du dentifrice ou des médicaments de confort à la télévision. On sait comment ça marche. Pour nous pousser à acheter ce genre de médicament, on nous montre un footballeur professionnel ou une actrice sexy qui disent : *« C'est bon pour moi. Demandez à votre médecin si c'est bon pour vous. »* On ne nous donne aucune information. Vous aurez une publicité pour une voiture, mais guère d'information sur elle. On essaiera de nous tromper avec des images. C'est une manière de saper, d'ébranler le marché. Le monde des affaires n'aime pas le marché ; il veut le contrôler. Il ne veut pas de marché, avec des consommateurs informés faisant des choix rationnels. Ce sont les mêmes sociétés de communication auxquelles on a recours pour les campagnes électorales, cette fois pour vendre des candidats. Ce sont leurs marchandises. Elles ne veulent pas plus vous informer sur eux que General Motors ne veut le faire sur ses voitures. Le but de ces sociétés, c'est de tromper les électeurs en les saturant d'images et de formules creuses. Vous essayez de vendre George Bush – aux dernières élections, par exemple –, non pas sur la base de sa politique (ce qui ne marchera jamais), mais sur son image de brave gars comme vous et moi. Il écorche ses mots comme nous, on aimerait le rencontrer à un barbecue, etc. Résultat, des gens qui sont opposés (peut-être sans forcément en avoir conscience) à sa politique, finissent quand même par voter pour lui. Très peu de ses électeurs connaissaient ses orientations politiques. Beaucoup croyaient qu'il était en faveur du Protocole de Kyoto, comme eux.
Cette dimension publicitaire des campagnes électorales s'affirmera de plus en plus à mesure que s'élargira le fossé entre l'opinion publique et la politique. C'est une évolution tout à fait naturelle dans une société qui a fait du business son moteur, avec de fortes concentrations de capitaux et un public atomisé, désorganisé. Il n'y a pas de partis politiques, dans le vrai sens du terme. Nos partis sont des machines à produire des candidats. Ce ne sont pas des institutions dont les citoyens sont parties prenantes, sauf marginalement. Les programmes politiques ne sont pas élaborés par les électeurs, en dehors, peut-être, d'une petite minorité. Le public est atomisé, les gens sont séparés les uns des autres, et subissent une énorme propagande de l'industrie de la communication et des médias. D'où ce déficit démocratique.

Information : www.chomsky.info
www.americanempireproject.com

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : politique
Rubrique : Divers